

Les dix raisons du bug de notre système politique

Le blocage actuel témoigne du fait que notre système démocratique fédéral atteint ses limites. La mécanique est grippée, structurellement. Voici les dix facteurs qui expliquent le mal belge.

Par **Olivier Mouton**

Rien ne dit, bien sûr, que l'épineuse formation d'un gouvernement fédéral débouchera sur un blocage profond. Charles Michel, nommé informateur par le Roi, est chargé de démontrer le contraire. Mais tous les observateurs parient désormais sur une longue crise dont on sortirait à la fin de l'été, au mieux. « Les acteurs politiques ont intégré qu'ils avaient besoin de temps pour mettre le système sous pression avant de trouver une solution, souligne Min Reuchamps, professeur de sciences politiques à l'UCL. Tout le monde semble l'accepter alors que ce n'est, a priori, pas normal. Ce l'est d'autant moins que, cette fois, le jeu est ouvert, beaucoup de coalitions sont possibles et il ne faut pas de majorité spéciale pour une réforme de l'Etat. »

Voici les dix causes d'une difficulté récurrente.

1. La Belgique est la seule démocratie occidentale sans partis nationaux. « Depuis la fin des années 1970, plus aucun parti authentiquement national ne joue un rôle majeur sur la scène politique belge, souligne Jean-Benoît Pilet, politologue de

l'ULB. Une telle configuration n'a pas de véritable équivalent dans les démocraties occidentales. Or, les partis nationaux mettaient de l'huile dans les rouages du fédéralisme belge. Leur absence se fait de plus en plus ressentir. » Les partis communautaires naviguent désormais dans des paysages politiques et médiatiques très différents, leurs élus se connaissent peu, ou mal. Si la longue crise de 2010-2011 a permis de renouer le dialogue, le récent déchirement du CD&V et du CDH autour de la mission d'information de Bart De Wever illustre combien les sensibilités sont divergentes.

2. La N-VA, séparatiste, n'a aucun parti équivalent au sud du pays. Facteur aggravant : dans ce paysage politique coupé en deux, la N-VA se singularise parce qu'elle n'a pas d'équivalent au sud du pays. « C'est, en outre, un parti séparatiste, commente Hugues Dumont, professeur de droit constitutionnel à l'Université Saint-Louis, à Bruxelles. Je ne sais pas s'il y aurait un autre pays au monde où l'on penserait mettre à la tête de l'Etat un parti qui prône sa disparition. C'est surréaliste. »

3. Il y a deux démocraties et des paysages politiques de plus en plus différents. La Flandre vote plus à droite, la Wallonie plus à gauche : ce constat, qui n'est pas nouveau, complique la conclusion d'accords au fédéral. Bart De Wever martèle sans cesse que nous vivons dans « deux démocraties », « Ce

n'est pas tout à fait faux, c'est toute la difficulté d'un pays fédéral bipolaire et centrifuge », souligne Hugues Dumont, « Les idéologies dominantes restent différentes, reconnaît Jean Faniel, directeur du Crisp. Mais après une poussée à

droite en Flandre et à gauche en Wallonie en 2010, nous avons assisté cette fois à une progression de la gauche en Flandre et de la droite en Wallonie. » Comme rien n'est simple dans ce pays : l'émergence de formations radicales, PTB-GO en tête, renforce toutefois le sentiment de bipolarité.

4. Le contexte socio-économique difficile polarise davantage. « Dans une période de crise économique qui se prolonge longuement, comme c'est le cas aujourd'hui, cette bipolarisation s'amplifie », ajoute Jean Faniel. Les deux partis dominants, N-VA et PS, présentent des réponses foncièrement différentes au principal défi de l'heure. Pour faire court : l'un veut l'austérité, l'autre la relance. « Quand le PS s'allie au CDH, il le fait pour des raisons stratégiques évidentes. Mais il y a aussi une volonté idéologique claire de protéger les gens sur le plan social du côté francophone. »

5. Les élections couplées ont apporté plus de confusion que de clarté. Ce devait être LA solution susceptible d'apporter plus d'huile dans notre système fédéral en composant des majorités assez similaires au fédéral et dans les Régions, sur la base de résultats issus de votes prononcés au même moment. Patastras : cela part au contraire dans tous les sens, avec des majorités différentes composées préalablement dans les Régions : CD&V/N-VA en Flandre, PS/CDH en Wallonie. Un relent de confédéralisme. « C'est légitime et cela permet aussi que l'Etat fonctionne, relativise Jean Faniel. Mais en même temps, cela complique les négociations fédérales en enlevant des monnaies d'échange. »

6. Il n'y a pas de circonscription électorale fédérale. Une des solutions pour encourager le dialogue communautaire reste dans les tiroirs. Prônée par le groupe Pavia, composé d'académiques réputés, la création d'une circonscription fédérale a été mise à l'étude par une commission parlementaire en fin de législature. Elle permettrait aux principaux politiques fédéraux d'être responsables devant les deux grandes communautés du pays. « Mais la discussion n'avance guère et l'idée même est raillée par des parlementaires », constate Hugues Dumont. Le CDH avait pourtant mis cela sur la table de l'informateur Bart De Wever.

7. Le système électoral proportionnel est compliqué et illisible. Combien de citoyens/électeurs ne s'estiment-ils pas dépossédés de leur vote en raison des choix posés par les partis à l'un ou l'autre niveau de pouvoir... « Il faut arrêter

de dire qu'un parti ayant progressé lors des élections doit être au pouvoir, clame Hugues Dumont. Constitutionnellement, il faut une majorité dans les assemblées, c'est tout. Quant au système proportionnel, il est inhérent à notre pays. Un système majoritaire renforcerait encore le bipolarisme : mettre la N-VA face au PS rendrait le pays encore plus difficile

a gouverner. »

8. La Belgique au milieu du gué institutionnel. Une Belgique fédérale, mais avec des relents d'unitarisme et des prémices de confédéralisme? Tel est un peu l'état des lieux de notre Constitution. « Le choix du fédéralisme a été clairement fait dans son article 1, souligne Hugues Dumont. Mais notre charte fondamentale est remplie d'imperfections et d'incohérences. C'est comme si l'on avait été vers le fédéralisme à reculons, sans en faire un projet positif. » Ces incohérences pèsent sur le processus de décision: il manque certaines règles du jeu, d'autres sont rétractables comme cette simultanéité des élections que l'on peut décider de remettre en question, il n'y a pas de hiérarchie des normes entre niveaux de pouvoir pour les compétences concurrentielles... Trop de zones floues.

9. C'est un fédéralisme de méfiance. « Notre fédéralisme est imprégné de la crainte des deux principales communautés l'une envers l'autre, souligne encore Hugues Dumont. Le nombre important de mécanismes de protection en témoigne. La sixième réforme de l'Etat en est l'expression ultime:

absolument tout est verrouillé par des majorités spéciales. » « Avec sa mise en œuvre, le contexte institutionnel est paradoxalement plus flou, prolonge Jean Faniel. Il y a une crainte que le communautaire revienne de façon masquée, notamment au niveau socio-économique. Cela peut expliquer pourquoi le CDH a refusé de s'engager. » C'est dit: la paranoïa belge est institutionnalisée.

10. Le dialogue avec l'électeur/citoyen est coupé entre les scrutins. Dans ce climat où les politiques se neutralisent ou s'affrontent de façon stérile, le citoyen a de plus en plus l'impression d'être trompé. Le mandat qu'il a donné lors du scrutin ne serait pas concrétisé. « Il n'y a évidemment rien d'anti-démocratique dans notre système, conclut Min Reuchamps. Mais cette complexité témoigne des limites de notre démocratie représentative et illustre la nécessité de songer à son renouveau, par exemple en instaurant des formes de démocratie participative entre les scrutins. » ●